

14 janvier 2017 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations entre la France et l'Afrique, à Bamako le 14 janvier 2017.

Monsieur le président de la République du Mali, cher Ibrahim Boubacar KEITA,
Mesdames, messieurs les chefs d'Etat et de gouvernement,
Mesdames, messieurs les ministres, chefs de délégation,
Mesdames, messieurs,

D'abord cher président, cher Ibrahim, j'ai été très sensible aux mots que tu as bien voulu prononcer à mon égard. Mais je veux ici te retourner l'hommage que tu viens de m'adresser. C'est une grande fierté pour le président du Mali, pour le peuple malien que d'organiser le Sommet Afrique-France aujourd'hui.

Ici sont réunies 60 délégations - 35 conduites par des chefs d'Etat et de gouvernement - il y a la présence de nombreux ministres, des chefs d'entreprise, des responsables d'organisations internationales. Nous sommes tous conscients de l'enjeu que peut représenter l'organisation d'un tel événement ici, au Mali.

Il y a 4 ans presque jour pour jour, les forces maliennes, françaises, africaines étaient engagées pour reconquérir le Nord du Mali, et la ville de Bamako était sous la menace d'une offensive terroriste de grande ampleur.

Le peuple malien tremblait, les Africains partageaient cette inquiétude et l'Europe pouvait regarder parfois avec distance ce qui se passait au Mali, ne saisissant pas immédiatement l'enjeu. Aujourd'hui alors que nous sommes réunis, nous devons prendre la dimension de ce qui a été engagé ici en 4 ans. Les terroristes ne contrôlent plus aucun territoire, la démocratie a repris son cours, les élections ont eu lieu : présidentielles, législatives. Ibrahim Boubacar KEITA est l'élu du peuple malien, l'économie repart et la réconciliation, avec les accords d'Alger, est en cours. Voilà ce qui a été fait en 4 ans. Il y a peu d'exemples au monde où un pays déchiré, menacé par le terrorisme, divisé en son sein et qui pouvait douter à un moment de son propre avenir, ait été capable de se redresser aussi vite et de se tenir debout aujourd'hui devant nous.

C'est une leçon que vous adressez à l'ensemble de la communauté internationale. Il n'y a pas de fatalité, il n'y a pas de processus irréversible. Dès lors que nous sommes unis, dès lors que nous sommes solidaires, dès lors que nous sommes ensemble pour relever le défi majeur de la paix, il est possible de réussir, il est possible de réussir là où l'on pense que l'horreur s'est installée. Elle était présente au Mali mais elle est en Syrie, elle est en Irak, elle est en Libye.

Donc nous devons dire là encore à ces peuples martyrs, à ces pays qui affrontent des difficultés sans nom, à ces réfugiés et à ces déplacés, à ces hommes et à ces femmes qui ont souffert et qui souffrent encore : il y a de l'espoir : regardez vers le Mali.

Je tenais en effet, cher président, à ce que le Sommet Afrique-France puisse se tenir à Bamako. Je l'avais affirmé lors du Sommet de Paris, parce que c'était à la fois une affirmation de volonté mais aussi un défi.

La volonté, c'était de pouvoir dire aux Maliens qu'ils étaient capables d'organiser une manifestation d'ampleur internationale. Mais c'était aussi un défi. Un défi à la fois en termes logistiques car il s'agit de recevoir autant de chefs d'Etat et de gouvernement, de délégations, des milliers d'observateurs et de journalistes.

C'était un défi sécuritaire qui doit être encore relevé tout au long de ces prochaines heures, pour

C'était un défi sécuritaire qui doit être encore relevé tout au long de ces prochaines heures, pour éviter qu'il puisse y avoir un doute sur la capacité qui est la nôtre, qui est la vôtre de tenir un tel événement. Puis, c'était un défi au sens des conclusions que nous pourrions ici produire pour l'Afrique tout entière et pour marquer nos engagements et, en particulier, l'engagement de la France.

D'abord, je veux affirmer que la France restera toujours aux côtés du Mali, toujours, jusqu'à l'aboutissement du processus de paix, jusqu'à ce que l'Etat malien puisse voir son autorité respectée sur l'ensemble du territoire malien.

Pour la France, c'est à la fois l'expression de sa solidarité à l'égard d'un peuple ami et l'accomplissement de son devoir. Je l'ai d'ailleurs dit ici à Bamako en 2013, je l'ai rappelé aussi chaque fois qu'il a été possible de le faire dans tous les pays africains et notamment à Dakar, la solidarité nous la devons, la France, à l'égard du sacrifice des tirailleurs lors des deux derniers conflits mondiaux. En venant au secours du Mali puis en formant son armée, la France acquitte une dette à l'égard des soldats venant de toute l'Afrique morts pour notre liberté.

La France fait également son devoir et d'une certaine façon poursuit son intérêt, car il ne peut pas y avoir de sécurité en Europe si des groupes terroristes s'installent à ses frontières. Il ne peut pas y avoir de maîtrise de l'immigration sans stabilité politique. Il ne peut pas y avoir de paix durable sans sécurité en Afrique. La France agit donc partout où elle pense qu'il est utile de le faire en Afrique, par solidarité, par devoir et également par la volonté de porter partout le message de la sécurité et de la paix.

Lorsque la France intervient désormais en Afrique - j'insiste sur le mot désormais - c'est toujours à la demande d'un pays souverain, avec l'accord de l'Union africaine et aux côtés des forces africaines dans le respect du droit international.

Nous l'avons fait au Mali à la demande du président TRAORE, nous l'avons fait en Centrafrique dans le respect des résolutions de l'ONU, nous l'avons fait avec les pays voisins du lac Tchad pour lutter contre Boko Haram et nous ne cesserons d'appliquer ce principe.

Quand la France est en Afrique, elle ne cherche pas à exercer une influence, à peser sur les choix politiques d'un pays et encore moins à capter ses ressources. Elle n'est là que pour participer à des opérations de maintien de la paix et pour travailler avec les Africains au renforcement de leurs capacités de défense. Parce que je vous le confirme ici, ce seront les Africains qui devront assurer la sécurité des Africains. Ce sont les forces armées africaines qui devront lutter contre le terrorisme.

Mais nous devons nous la France vous accompagner, pouvoir vous soutenir. J'avais fixé au Sommet de Paris il y a 3 ans l'objectif de former 20.000 soldats africains par an. Nous avons tenu cette promesse et elle a même été dépassée. Je vous propose aujourd'hui de réévaluer encore l'engagement de la France et de porter à plus de 25.000 la formation des soldats africains pour les trois prochaines années.

Nous le ferons en particulier dans les domaines du déminage, des forces spéciales et du renseignement. Nous le ferons également parce que nous sommes conscients que les réseaux criminels et terroristes utilisent les nouvelles technologies, pour que les forces africaines puissent également relever ce défi.

C'est la raison pour laquelle, la France a décidé de soutenir un projet d'école internationale de la Cybersécurité qui sera installée sur le sol africain.

Mais je viens ici aussi dire qu'il ne peut y avoir de sécurité durable sans progrès politique. Ici même en Afrique de l'Ouest, nous avons assisté ces dernières années à plusieurs alternances, à des élections transparentes et libres, à des résultats crédibles et acceptés et encore récemment au Ghana. Je veux féliciter ici le nouveau président du Ghana Nana AKUFO-ADDU. C'est pourquoi en Gambie, le choix des électeurs gambiens en faveur du président BARROW doit être respecté.

Depuis 2012 que j'exerce cette responsabilité de président de la République française, je n'ai cessé de rappeler l'attachement de la France à l'Etat de droit, à la liberté de la presse, à la transparence des élections et pas par volonté de nous ingérer dans les affaires politiques d'un pays mais parce que le mouvement vers la démocratie est une aspiration irrésistible et légitime des

peuples, qui rencontrent en plus les exigences du développement.

Ce que doit faire la France, au-delà de la sécurité qu'elle peut apporter, de la formation des armées africaines, du partage de technologies, c'est accompagner l'Afrique dans son émergence. C'est le sens même de ce Sommet consacré à la paix, à la sécurité et à l'émergence de l'Afrique. Nous devons être conscients des risques que vous rencontrez - je ne parle plus là des risques liés à des situations politiques ou à des menaces sur la paix - je parle là de ce qu'est l'évolution de la démographie africaine, et qui durera encore plusieurs décennies. C'est un défi majeur pour votre continent mais aussi pour l'Europe, car il faut en former cette jeunesse qui arrive, il faut lui fournir les millions d'emplois que ces jeunes attendent pour décider de leur avenir. Il faut leur donner cet espoir de vivre dans leur pays et de le développer et de participer pleinement à son destin.

Nous ne pouvons pas accepter que, pour beaucoup de jeunes Africains, le seul horizon soit de quitter le continent pour rejoindre l'Europe. Nous devons donc tout faire pour assurer votre croissance et votre développement. Vous avez déjà des résultats considérables.

Je reviens sur la question des migrations. Comment accepter qu'il puisse y avoir encore, à travers des trafics organisés dans des pays qui sont dans le chaos, par des manipulateurs sans scrupules, souvent liés aux terroristes, comment accepter qu'il y ait autant de malheurs qui s'abattent sur des familles entières, avec des jeunes Africains qui meurent noyés dans la Méditerranée ?

L'année dernière, 5.000 jeunes Africains sont morts dans des conditions épouvantables. Nous ne pouvons donc l'accepter.

Voilà pourquoi nous devons consacrer nos efforts au développement et à la croissance, et lancer un appel pour l'investissement en Afrique. J'avais annoncé là encore il y a trois ans ma décision de porter les engagements de l'Agence Française de Développement à hauteur de 20 milliards d'euros sur cinq ans pour l'Afrique. Nous sommes en mesure de réviser encore à la hausse cette contribution. Nous pouvons l'augmenter de 15 %. Ce seront donc 23 milliards d'euros qui seront mobilisés pour le continent africain ces cinq prochaines années.

Nous avons aussi lancé un fonds d'investissement franco-africain. La Banque Publique d'Investissement française s'est entourée de partenaires, français et africains, pour réunir les fonds nécessaires pour que l'investissement des PME, des entreprises, sur les deux continents, puisse être encore amplifié. Ce fonds sera géré par une équipe franco-africaine, parce qu'ici il y a des gisements de croissance considérables - d'ailleurs, votre rythme de croissance est parmi les plus élevés du monde.

Mais en même temps, nous devons encore amplifier cette croissance, et faire en sorte qu'elle soit durable, respectueuse de l'environnement, et qu'elle donne des opportunités d'investissement à de nombreuses entreprises françaises et européennes.

Nous devons également prendre la mesure de ce que les nouvelles technologies ont changé l'Afrique tout entière. Nous remettrons tout à l'heure les Prix de l'innovation pour des jeunes entrepreneurs africains particulièrement brillants, qui ont fait la démonstration de leurs capacités. Je crois que c'est un beau symbole pour ce sommet Afrique-France que de pouvoir remettre à des jeunes entrepreneurs, à de jeunes chercheurs, à de jeunes créateurs, le prix qui les gratifie et qui en même temps les encourage pour créer des entreprises nouvelles.

Grande surprise a été pour des entreprises de télécommunications de constater que c'était en Afrique qu'il y avait le plus d'usages des nouvelles technologies, et que les Africains avaient finalement, grâce aux nouvelles technologies, sauté plusieurs étapes. Mais en même temps, nous pouvons aussi utiliser ces nouvelles technologies pour aller plus vite dans le processus de développement. La France pérennisera le principe d'une journée « Afrique numérique ». Sa première édition à Paris a connu un grand succès, et la prochaine aura lieu en Afrique.

Nous devons aussi nous appuyer encore davantage sur les diasporas africaines. Le montant des transferts des Africains résidant en Europe vers leurs pays d'origine est supérieur au montant de l'aide au développement ce qui peut d'ailleurs souligner l'insuffisance de l'aide au développement.

On comprend l'enjeu qu'il y a à orienter ces sommes considérables vers des opérations qui puissent bénéficier au développement local, et l'importance qu'il y a également à mobiliser les

compétences des Africains d'Europe au bénéfice de leurs pays d'origine. Beaucoup ici travaillent à des projets.

A Paris, c'était en décembre 2015, la France venait d'être touchée par des attentats terroristes particulièrement horribles, nous avons tenu la Conférence de Paris sur le climat. Nous avons réussi tous ensemble, et l'Afrique a été déterminante, à signer un accord considéré comme historique. Il est mis en œuvre, il a été ratifié dans des délais particulièrement courts, et aucun pays, fût-il le plus grand du monde, ne pourra le remettre en cause.

Cet accord comporte à la fois les contributions que chaque pays doit consentir pour éviter le réchauffement, mais il y a aussi la mobilisation de fonds, puisque les pays les plus riches se sont engagés à mettre à la disposition des pays émergents et des pays qui ont à faire leur transition énergétique, des moyens et des ressources qui peuvent atteindre, qui doivent atteindre 100 milliards de dollars.

Il y a eu également à Paris le lancement d'une grande initiative pour l'accès de tous les Africains à l'énergie. C'est Alpha CONDE qui a eu la responsabilité de la coordonner. L'Afrique elle-même avait présenté un plan d'installation de 10 gigawatts supplémentaires issus des énergies renouvelables. La France a pris l'engagement d'en financer 20 %. Grâce à des moyens nouveaux que nous avons dégagés, en particulier grâce à la taxe sur les transactions financières, la France pourra dépasser de 50 % cet objectif, en finançant l'installation de 3 gigawatts avant 2020, pour un montant de 3 milliards d'euros.

L'objectif, au-delà des chiffres, c'est d'ouvrir l'accès à l'énergie à un grand nombre d'Africains, tout en réduisant la pollution et le réchauffement qui auraient résulté d'une production équivalente issue des énergies fossiles. Nous devons redoubler d'efforts. L'Europe elle-même va consacrer des fonds pour cet objectif d'accès de tous à l'énergie en Afrique. Nous devons également convaincre les investisseurs privés ils sont là que c'est à la fois une grande cause, mais en même temps une source d'activité, et même de rentabilité, parce que les énergies renouvelables telles qu'elles sont aujourd'hui expérimentées en Afrique, ont contribué à en faire baisser le coût. L'Afrique est un exemple en matière d'utilisation des énergies renouvelables.

Mesdames et Messieurs,

Voilà ce que je voulais vous dire à l'occasion de ce Sommet de Bamako. La fierté qui est la nôtre de partager avec le Mali le sentiment du devoir accompli, depuis 4 ans, mais également la responsabilité qui est celle du président de la République française vis-à-vis de l'Afrique. Parce que nos sorts sont communs, pas seulement parce qu'il y a l'histoire : parce qu'il y a ce lien indéfectible entre le peuple français et les peuples africains. Parce que nous avons conscience que ce qui se fait en Afrique a des conséquences pour toute l'Europe, et donc pour la France. Parce qu'il y a la culture qui nous unit, parfois la langue, même si ici, à ce Sommet, je suis très heureux que des pays qui parlent d'autres langues, soient ici, parce que la France veut travailler avec toute l'Afrique, et pas simplement avec l'Afrique qui parle le français. Même si la secrétaire générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie est là, et à qu'à chaque fois qu'un Africain parle français, pour nous c'est un honneur et un prestige.

Ensemble nous avons affronté des périls, des épreuves, repoussé des menaces. Mais ensemble, la France, l'Afrique, nous avons été capables de relever des défis, et de faire avancer le monde. J'évoquais notamment la cause climatique.

Ensemble, l'Afrique, la France, nous avons été capables aux Nations Unies de porter les objectifs de développement durable.

L'Afrique, la France, ensemble, nous portons le message d'une réduction des inégalités à l'échelle planétaire. L'Afrique, la France, ensemble, nous voulons marquer notre indépendance.

Nous ne relevons pas d'une logique de puissance, nous voulons servir la cause de l'humanité.

L'Afrique, la France, nous sommes conscients que la jeunesse est une chance, mais nous devons répondre à ses aspirations et à ses exigences.

Ensemble, nous cherchons toujours à permettre que le monde soit meilleur, soit plus solidaire, soit plus juste, soit plus respectueux de l'environnement. Durant toutes ces années où j'ai été parmi vous, où j'ai été accueilli sur le sol africain et j'y ai effectué 32 visites officielles - disant

cela, je ressens un goût d'inachevé, qui aurait dû finalement justifier d'autres prétentions, mais je veillerai à compléter mon expérience, tout en revenant là où je suis déjà allé.

Chaque fois que j'ai été accueilli sur le sol africain, j'ai pu ressentir combien - et je ne vous en remercierai jamais assez - la France est aimée, comment elle est regardée, comment elle est attendue, parce qu'elle porte des valeurs, parce qu'elle est exigeante sur les principes, parce qu'elle peut correspondre à une espérance pour le monde entier.

Vous savez aussi combien la France, les Françaises et les Français sont conscients de la vitalité de l'Afrique, de son potentiel économique, de sa richesse culturelle. Les plus grandes expositions de ces derniers mois à Paris ont souvent concerné des artistes africains. Nous sommes aussi conscients de votre émergence et de votre capacité technologique.

Mais je veux aussi toujours rappeler l'histoire, que nous devons regarder lucidement, avec ce qu'elle a produit qui a pu nous séparer, mais aussi ce qu'elle a fait pour nous unir et j'évoquais les commémorations auxquelles j'ai tenu, toujours, à associer les représentants des pays africains.

Voilà pourquoi, Mesdames Messieurs les chefs d'Etat et de gouvernement, Mesdames Messieurs les ministres, Mesdames Messieurs ici les représentants de toute l'Afrique, vous pouvez être sûrs que la France sera toujours à vos côtés, parce que c'est son histoire, parce que c'est aussi son avenir, parce que votre avenir est notre avenir.

Je vous l'assure, je n'oublierai jamais les liens que nous avons pu tisser, personnels, humains, politiques, et la confiance que nous avons établie ensemble.

Vive l'Afrique, et vive la France.